

CH_VB 20010334 vom 18. März 1982

Bundesverwaltung, 1982-03-18, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb__td_class__metadataCell__20010334__td_

FR: CH_VB 20010334 du 18 mars 1982

IT: CH_VB 20010334 del 18 marzo 1982

Erwägungen

E. 18

März 1982 N 489 Umweltschutzgesetz am Treibstoffzollertrag wird wie folgt geändert bzw. ergänzt: Art. 20b (neu) Die Bundesbeiträge nach Artikel 44 des Umweltschutzgesetzes werden ausgerichtet für Schallschutzmassnahmen an Nationalstrassen und an mit Bundeshilfe ausgebauten Hauptstrassen, sofern sie seit dem 6. Juni 1971 fertig- gestellt wurden, den eidgenössischen Richtlinien und Lärm- grenzwerten entsprechen und im Eigentum des Kantons stehen. Antrag Ganz Art. 56 Ziff. 2 2. Der Bundesbeschluss vom 23. Dezember 1959 über die Verwendung des für den Strassenbau bestimmten Anteils am Treibstoffzollertrag wird wie folgt geändert bzw. ergänzt: Art. 1 Abs. 1 Bst. a Ziff. 3bis (neu) 3bis. Beiträge für die Verkehrsentflechtung auf allen dem Motorfahrzeugverkehr geöffneten Strassen, insbesondere für den Bau von Radwegen. Art. 56 eh. 2 Proposition de la commission Préambule Adhérer au projet du Conseil fédéral Art. 1 al. 1 et 2 Al. 1 a. 55 pour cent... 4. ...aux mesures de protection prises dans le cadre... ...aux chiffres 1 à 3 ci-dessus; ces contributions devront se monter annuellement à 10 pour cent au moins de la contri- bution globale selon lettre a. b. 45 pour cent... Al. 2 A chaque fois, le Conseil fédéral fixe pour une période de quatre ans au moins en tenant compte des degrés d'urgence, les quotes-parts de la part des 55 pour cent affectées aux tâches mentionnées au 1er alinéa, lettre a. • Art. 4 al. 1 ...et des mesures de protection que la loi sur la protection de l'environnement exige de prendre, par le remplacement des chemins piétonniers et de ceux réservés au tourisme pédestre, ainsi que par la surveillance... Art. 10 ...et des devis, y compris le cas échéant, les frais de son- dage du sol, les dépenses pour l'acquisition de terrains, les travaux proprement dits y compris les mesures de protec- tion que la loi sur la protection de l'environnement exige de prendre, les frais de remplacement des chemins piéton- niers et de ceux réservés au tourisme pédestre, ainsi que les frais de surveillance immédiate y relatifs. En revanche... Art. 15 al. 1 let. b b. ...pour les mesures de protection que la loi... Proposition Iten Art. 56 ch. 2 2. L'arrêté fédéral du 23 décembre 1959 concernant l'emploi de la part du produit des droits d'entrée sur les car- burants destinée aux constructions routières est modifié et complété comme il suit: Art. 20b (nouveau) Les subventions fédérales prévues à l'article 44 de la loi sur la protection de l'environnement seront versées au titre des dispositifs de lutte contre le bruit le long des routes natio- nales et des routes principales aménagées avec l'aide de la Confédération, en tant que ces dispositifs ne sont pas anté- rieurs au 6 juin 1971, qu'ils répondent aux directives et aux valeurs limites d'immissions de bruit fixées par la Confédé- ration et qu'ils sont propriété du canton. Proposition Ganz Art. 56 ch. 2 2. L'arrêté fédéral du 23 décembre 1959 concernant l'emploi de la part du produit des droits d'entrée sur les car- burants destinée aux constructions routières est modifié et complété comme il suit: Art. 1 al. 1 let. a ch. 3bis (nouveau) 3bis Au titre des contributions à l'allégement du trafic sur toutes les routes ouvertes aux véhicules à moteur, en parti- culier en faveur de la construction de pistes cyclables. Ganz: Nach

tagelanger Juristerei nun einmal etwas eher Praktisches. Ich bin erst während der letzten Woche darauf gestossen: Wenn schon der Bundesbeschluss vom

E. 23

des Gewässerschutzgesetzes seinerseits schreibt vor: «Der Bundesrat erlässt Bestimmungen über Erzeugnisse, die nach Art ihrer Verwendung ins Wasser gelangen und gemäss ihrer Zusammensetzung nachteilige Wirkungen für den Betrieb von Abfallanlagen haben.» Gemäss Artikel 5 Absatz 1 des Gewässerschutzgesetzes ist der Vollzug solcher Vorschriften ausschliesslich Sache der Kantone, während Artikel 26 des Umweltschutzgesetzes vom Bund vollzogen wird. Damit hätten wir bei zwei praktisch gleichen Bereichen einerseits kantonale, andererseits Bundeszuständigkeit. Ich möchte Ihnen das an einem Beispiel, das uns in der Kommission unterbreitet wurde, verdeutlichen, nämlich bei den Unkrautvertilgungsmitteln. Wenn solche Unkrautvertilgungsmittel im Wasser eingesetzt werden, wäre gemäss Gewässerschutzgesetz dafür der Kanton zuständig; wenn die gleichen Unkrautvertilgungsmittel aber am Wegrand verwendet werden, wäre nach Umweltschutzgesetz der Bund zuständig. Mit unserem Antrag wollen wir dieses Auseinanderklaffen der Zuständigkeiten verhindern. Ich beantrage in diesem Sinne Annahme unserer Anträge. M. Petitpierre, rapporteur: Je n'ai qu'une remarque à faire qui concerne le français, de nouveau à l'intention de la commission de rédaction. A l'article 3, alinéa 1bis, sous chiffre 3, il est question de certaines tâches «partielles». Cette expression figurait déjà à l'article 35 de la loi sur la protection de l'environnement. Ici, avec votre permission, il convient de donner mandat à la commission de rédaction de supprimer l'adjectif «partielles» car, en français, la juxtaposition des deux mots «tâches partielles» ne veut rien dire. La phrase devrait donc être rédigée de la façon suivante: «Les cantons peuvent être appelés à coopérer à l'exécution de certaines tâches.» Cette coopération rend ces tâches partielles mais une tâche n'est pas partielle en soi.

Angenommen - Adopté Art. 56 Ziff. 4 Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Art. 56 eh. 4 Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral Angenommen - Adopté Art. 56 Ziff. 5 Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Antrag Crevoisier Art. 56 Ziff. 5 5. Das Arbeitsgesetz wird wie folgt geändert: Art. 6 Abs. 1 ... zu treffen, die nach der Voraussicht, den Untersuchungen oder nach der Erfahrung notwendig sind. Art. 56 eh. 5 Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral Proposition Crevoisier Art. 56 ch. 5 5. La loi sur le travail est modifiée comme suit: Art. 6 al. 1 ...prendre toutes les mesures dont les provisions, les études ou l'expérience ont démontré la nécessité. M. Crevoisier: La vie et la santé des travailleurs n'ont pas de prix. Elles ne sauraient donc être subordonnées notamment aux conditions d'exploitation de leur entreprise. Si nous admettons un tel principe, nous devons renoncer à faire référence, au 1er alinéa de l'article 6 de la loi sur le travail, au fait que les mesures à prendre pour protéger les travailleurs contre les nuisances de toute nature devraient être adaptées aux conditions d'exploitation de l'entreprise, comme le prévoit le projet du Conseil fédéral, repris sans amendement par la majorité de la commission. En outre, nous ne pouvons nous satisfaire de mesures dont seule l'expérience aurait démontré la nécessité. Ce serait en effet admettre que l'on ne doit intervenir qu'après coup, c'est-à-dire seulement lorsque l'Inexpérience», plus ou moins longue, aurait fait apparaître de façon incontestable la nocivité de certaines techniques, de certains procédés de fabrication, de certaines substances utilisées dans la production. Nous entendons, quant à nous, rendre obligatoires toutes les mesures permettant de protéger la vie et la santé des travailleurs; non seulement ces mesures devront être prises après des expériences

éventuellement malheureuses mais surtout lorsque leur intérêt et leur nécessité auront été démontrées par des prévisions et des études préalables. C'est ainsi qu'à l'article 1er de la loi que nous venons de discuter, ce conseil a refusé la proposition de la minorité, défendue par M. Tochon, qui limitait la portée de la loi aux seules atteintes dangereuses à la santé de l'homme et dont la nocivité aurait été démontrée. Il faudrait donc être conséquent avec cette précédente décision! 63-N

Protection de l'environnement. Loi 494 18 mars 1982 Nous ne saurions davantage accepter une troisième limitation à la protection de la vie et de la santé des travailleurs, à savoir celle qui figure dans le projet du Conseil fédéral et qui fait référence aux mesures que l'état de la technique permet d'appliquer. Il va de soi que l'on ne saurait exiger des mesures qui n'auraient pas encore été inventées ou qui ne seraient pas applicables pour des raisons techniques - et non économiques, précisons - le bien. Mais comme cela est tellement évident, nous ne voyons pas pourquoi, en l'occurrence, l'on voudrait introduire, ou plutôt maintenir dans la loi une telle possibilité d'échapper à l'obligation de protéger les travailleurs. En conséquence, pour éviter ces trois entraves à l'application de mesures préventives efficaces permettant de sauvegarder la vie et la santé de ceux qui sont exposés aux différents dangers du monde professionnel, nous vous demandons, chers collègues, de bien vouloir accepter notre proposition. Nous savons que ces conditions figurent déjà dans l'article 6, 1er alinéa, actuellement en vigueur, mais du moment que ce dernier va être modifié, autant procéder à cette modification en apportant ici une sensible amélioration.

Schmid, Berichterstatter: Es geht bei Ziffer 5 um die Anpassung des Arbeitsgesetzes. Ich möchte hier sehr deutlich feststellen - auch gegenüber Herrn Crevoisier -, dass mit dieser Anpassung nicht bezweckt wird, den Schutz des Arbeitnehmers zu verschlechtern! Diese Anpassung erfolgt einzig aus systematischen Gründen. Wenn das Umweltschutzgesetz in Kraft ist, soll das Arbeitsgesetz ausschliesslich auf den Arbeitnehmerschutz, d. h. auf den Schutz des Arbeitnehmers am Arbeitsplatz, beschränkt sein, während der darüber hinausgehende Schutz, der bisher teilweise im Arbeitsgesetz geregelt war, nun zum Regelungsbereich des Umweltschutzes gehört. Aus diesen systematischen Gründen beantrage ich Ihnen, den Antrag von Herrn Crevoisier abzulehnen.

M. Petitpierre, rapporteur: Ici, dans la loi sur le travail telle qu'elle existe, l'on a simplement retranché la référence à la protection de l'environnement extérieur à l'entreprise. Au sein de la commission, notre doctrine fut de reviser les autres lois seulement dans la mesure absolument nécessaire à la mise en parallèle avec le projet de loi sur la protection de l'environnement. Nous ne voulons pas opérer de revisions partielles, par exemple dans la loi sur le travail dans l'optique de la protection des travailleurs; le système a ses propres règles, lorsqu'on lit l'article 6 isolément, l'on peut penser que la santé ou la vie des travailleurs vont être subordonnées à la technique, etc., or telle n'est pas l'intention. Il existe un système général de la loi sur le travail - dont on a parlé en son temps lorsque M. Früh a présenté son amendement sur la proportionnalité - et je crois qu'il ne faut pas y toucher. Il convient de laisser à une révision éventuelle de la loi sur le travail le soin de s'occuper de la protection du travailleur sur des points qui n'ont rien à voir avec la protection de l'environnement. C'est pourquoi il faut de nouveau suivre ici la proposition de la majorité.

Bundesrat Hürlimann: Es geht hier um die Systematik im Gesetz. Artikel 6 des Arbeitsgesetzes hatte bisher folgenden Wortlaut: «Der Arbeitgeber ist verpflichtet, zum Schutz von Leben und Gesundheit der Arbeitnehmer sowie zum Schutz der Umgebung des Betriebes vor schädlichen und lästigen Einwirkungen alle Massnahmen zu treffen ...» Weil wir das jetzt ganz generell - und nicht nur für die Betriebe - regeln, müssen wir den Artikel entsprechend kürzen. Es wäre aber

systemwidrig, über das Umweltschutzgesetz das Arbeitsrecht zu ändern. Für eine Änderung des Arbeitsrechts werden die Gewerkschaften, die Wirtschaft, vor allem alle jene, die an diesem Gesetz federführend beteiligt sind - ich denke an das Volkswirtschaftsdepartement - zur Vernehmlassung eingeladen. Es geht hier tatsächlich nur um eine systematische Bereinigung jenes Bereichs, der bisher - weil wir das Umweltschutzgesetz nicht hatten - im Arbeitsrecht enthalten war. Es wird dann allenfalls im Rahmen einer Revision des Arbeitsgesetzes zu entscheiden sein, ob man eine Änderung im Sinne des Antrags von Herrn Crevoisier vornehmen muss. Dazu ist dann eben ein anderes Verfahren notwendig, weil auch andere Departemente und Interessengruppen bei der Beurteilung dieser Frage miteinbezogen werden müssen.

Abstimmung - Vote Für den Antrag Crevoisier 17 Stimmen Für den Antrag der Kommission 117 Stimmen Art. 57 Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral Angenommen - Adopté

Präsidentin: Vor der GesamtAbstimmung möchten Herr Herczog und Herr Bonnard noch Erklärungen abgeben.

Herczog: Die PdA/PSA/Poch-Fraktion wird sich in dieser GesamtAbstimmung der Stimme enthalten. Erstens stellen wir fest, dass unser Rückweisungsantrag nicht ganz unberechtigt war. Das wird auch durch die vielen Anträge verdeutlicht, die ja nicht nur von unserer Seite eingegangen sind. Zweitens: Der jetzt vorliegende Gesetzesentwurf, der nun an den Ständerat gehen soll, stellt in unseren Augen - inhaltlich gesehen - ein absolutes Minimum dar. Er entspricht unseren Einschätzungen in der Eintretensdebatte. Drittens: Unsere definitive Haltung zu diesem Gesetz werden wir nach den Ergebnissen der ständerätlichen Beratung definieren. Wir werden dann auch wissen, wieweit unsere Anträge effektiv abgedeckt sein werden.

M. Bonnard: Le groupe libéral rappelle qu'il a voté à l'unanimité l'entrée en matière. Il a considéré, en effet, et il considère encore que nous avons le devoir de poursuivre la lutte pour la protection de l'environnement. Cette lutte doit cependant s'opérer dans le respect de la constitution et des principes essentiels qui en découlent, notamment du principe de la proportionnalité. Les débats que nous avons eus à cet égard, même s'ils nous ont apporté certaines assurances, n'ont pas levé tous nos doutes. Les articles 1^{er} et 2 du projet devront encore être repris. Nous croyons aussi que la loi, telle qu'elle est sortie de nos délibérations, doit faire, dans son ensemble, l'objet d'un examen attentif, afin de vérifier qu'elle prend bien en considération, dans toutes ses dispositions, la totalité des facteurs en cause, sans en privilégier aucun par rapport aux autres. De plus, nous ne voulons pas des pouvoirs que notre conseil a confiés à l'Assemblée fédérale, nous craignons qu'ils ne politisent à l'excès la protection de l'environnement. Nous ne voulons pas davantage du recours des associations nationales qui confère à ces dernières une position excessive. Dans ces conditions, et en l'état actuel de la procédure parlementaire, le groupe libéral refusera le projet. Notre vote ne préjuge pas de la position que nous prendrons dans les phases ultérieures de la procédure parlementaire, ni lors du vote final. Nous voulons que le Conseil des Etats sache clairement où sont nos doutes, afin qu'il puisse, dans ses propres travaux, en tenir le compte qu'il jugera utile. Cela ne nous empêchera pas de rendre ici, pour terminer, hommage à M. Hürlimann, conseiller fédéral, dont nous savons parfaitement bien qu'il mènera finalement ce dossier à bon port, et de rendre hommage, aussi, à nos rapporteurs qui, par leur maîtrise du dossier, ont bien simplifié notre tâche.

18. März 1982 N 495 Dringliche Interpellation Zwyzgart GesamtAbstimmung - Vote sur l'ensemble Für Annahme des Gesetzesentwurfes 119 Stimmen Dagegen

Stimmen An den Ständerat -Au Conseil des Etats Abschreibung - Classement Präsidentin: Der Bundesrat beantragt Ihnen, auf Seite 1 der Botschaft 20 verschiedene Postulate und Motionen abzuschreiben. Schmid, Berichterstatter: Die Kommission beantragt Ihnen, das Postulat von Ständerat Muheim, Umweltschutz und Marktwirtschaft, aufrechtzuerhalten. Dieses Postulat betrifft das Problem der Lenkungsabgaben, das bewusst zurückgestellt wurde, bis taugliche Lösungsmöglichkeiten gefunden sind. Herr Bundesrat Hürlimann hat gestern erklärt, diese Lenkungsabgaben würden auch vom Bundesrat aus für eine zweite Phase in Betracht gezogen. Präsidentin: Wird ein anderer Antrag gestellt? - Das ist nicht der Fall. Somit haben Sie dem Antrag der Kommission zugestimmt. Aufrechterhalten bleibt das Postulat Umweltschutz und Marktwirtschaft von Ständerat Muheim. Gestatten Sie mir noch, den Kommissionsberichterstatter und dem Bundesrat für diese grosse und ausgezeichnete Arbeit in den vergangenen sechs Jahren bestens zu danken. (Beifall) #ST# 82.302 Dringliche Interpellation Zwyzgart Radio. Drittes Regionalprogramm Interpellation urgente Zwyzgart Radio. Troisième programme régional Wortlaut der Interpellation vom 25. Januar 1982 Wie verlautet, hat der Bundesrat die Absicht, der Schweizerischen Radio- und Fernsehgesellschaft (SRG) in einem vorgezogenen Verfahren die Konzession zur Ausstrahlung eines dritten sprachregionalen (französischsprachigen) Radioprogrammes zu erteilen; dies als Massnahme gegen unerwünschte Einwirkungen des privaten Werbesenders Radio Mont-Blanc. Nach ersten Beobachtungen sind diese Einwirkungen wesentlich geringer als ursprünglich befürchtet. Andererseits steht fest, dass die beabsichtigte Konzessionserteilung ähnliche Bewilligungen zugunsten der SRG für den deutsch- bzw. italienischsprachigen Raum der Schweiz vorwegnehmen würde. Jede Alternative auf sprachregionaler Ebene wäre damit verunmöglicht, da sich aus frequenztechnischen Gründen in der Schweiz keine vierte oder fünfte Programmkette für alternative Programme realisieren lässt. Das Monopol der SRG wäre weiter zementiert, bevor noch ein Verfassungsartikel über Radio und Fernsehen und eine Gesamtmedienkonzeption ausgearbeitet ist, die auch eine mögliche Konkurrenz zu den heutigen zwei sprachregionalen Programmen zulassen würde. Die SRG, deren zweckmässiger Umgang mit den Einnahmen aus den Zwangsgebühren wiederholt zu Kritik Anlass gegeben hat, wäre für immer der Sorge enthoben, sich im Wettbewerb bewähren zu müssen. Ist der Bundesrat bereit, den Räten, die soeben die Arbeit im Verfassungsartikel über Radio und Fernsehen aufgenommen haben, über seine Meinung und Absicht betreffend De-facto-Institutionalisierung eines SRG-Monopols im nationalen und sprachregionalen Bereich bzw. auf dem Gebiet der politischen Information, Auskunft zu geben? Texte de l'interpellation du 25janvier 1982 Le Conseil fédéral à fait part de son intention d'accorder, selon une procédure accélérée, une concession à la Société suisse de radiodiffusion (SSR) pour la diffusion d'un troisième programme régional en langue française afin de contrer l'influence de l'émetteur privé Radio Mont-Blanc. Or, selon les premières constatations, cette influence est nettement moindre qu'on le craignait. Par ailleurs, une telle concession anticipe sur l'octroi à la SSR d'autorisations analogues en faveur des régions alémanique et italophone. Elle empêcherait en outre, pour des raisons de fréquence, l'introduction d'un quatrième ou d'un cinquième programme d'origine différente par région linguistique. Une telle situation ne ferait que renforcer le monopole de la SSR, avant même qu'on mette au point l'article constitutionnel sur la radio-télévision et une conception globale des média qui autoriserait une certaine concurrence aux deux programmes par région linguistique existant actuellement. La SSR, dont on a critiqué maintes fois l'usage qu'elle fait des recettes provenant des redevances obligatoires, serait

ainsi à jamais libérée du souci de faire ses preuves dans une situation concurrentielle. Le Conseil fédéral pourrait-il renseigner les Chambres - qui ont justement amorcé leurs travaux en vue d'un article constitutionnel sur la radio et la télévision - sur ses intentions devant l'institutionnalisation de fait du monopole SSR, notamment pour ce qui est de l'information politique, tant sur le plan national que régional? Zwygart: Als ich am 25. Januar meine dringliche Interpellation einreichte, lag der Beschluss des Bundesrates, der SRG für die französischsprachige Schweiz die provisorische Konzession zur Ausstrahlung des dritten Radioprogramms zu erteilen, noch nicht vor. Persönlich bin ich davon überzeugt, das möchte ich vorausschicken, dass es richtig ist, wenn die SRG Monopolbetrieb bleibt, weil wir dadurch eine Garantie haben, ein Organ zu besitzen, das bestrebt ist, soweit dies überhaupt möglich ist, allen Bevölkerungsschichten zusagende Programme zu bieten. Es ist mir auch bewusst, dass der Beruf eines Radio- und Fernsehjournalisten äusserst anspruchsvoll ist; von ihm heisst es mit Recht: Allen Leuten recht getan, ist eine Kunst, die niemand kann (ob mit oder ohne Bart bleibe dahingestellt!). Deshalb gebührt allen tüchtigen und pflichtbewussten Radio- und Fernsehjournalisten unser Lob und Dank. Das will aber nicht heissen, dass wir mit allem, was uns da serviert und wie es angeboten wird, einverstanden sind. Immer wieder kommt es vor, dass gewisse Leute unter der Deckung des Monopols sich Missgriffe gestatten, die heftige Proteste zur Folge haben. Wenn es zu Beschwerden kommt, dauert es oft mehr als ein Jahr, bis diese erledigt werden. Infolgedessen sind diese längst nicht mehr aktuell. Bei einer gesunden Konkurrenz könnte sich ein Betrieb kaum solche Entgleisungen leisten. Dem Monopol haften einfach ganz bestimmte Mängel an. Es kann absolut unbeschadet neben dem Markt vorbeiproduziert werden. In einer konkurrenzlosen Situation besteht die grosse Gefahr des Machtmissbrauchs. In der Information kann gelegentlich der Hang zu Trägheit und Einseitigkeit festgestellt werden. Solche Erscheinungen lassen mehr und mehr ein Malaise entstehen. Viele Kunden stellen auf ausländische Programme um. Nur eine direkte Konkurrenz auf nationaler, regionaler und lokaler Ebene kann mithelfen, das Missbehagen gegenüber den elektronischen Medien zu beseitigen. Ich rede nicht einem schrankenlosen Wildwuchs das Wort. Eine bestimmte Ordnung bei den elektronischen Medien muss bleiben. Aber bei gewissen Leuten beim Fernsehen, und gelegentlich auch beim Radio, könnte eine Konkurrenz heilsam wirken, wenn sie sich im Wettbewerb bewähren müssten. Das könnte auch eine Beruhigung in der gelegentlich recht aufgebrachten Bevölkerung bewirken. Medienpolitik darf nicht Selbstzweck sein. Unsere SRG hat eine wichtige staatliche Funktion. Deshalb müssen wir verlangen, dass in allen Sparten Leute mit einem hohen

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Umweltschutzgesetz Protection de l'environnement. Loi In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1982 Année Anno Band II Volume Volume Session Frühjahrssession Session Session de printemps Sessione Sessione primaveraile Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 14 Séance Seduta Geschäftsnummer 79.072 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 18.03.1982 - 08:00 Date Data Seite 486-495 Page Pagina Ref. No 20 010 334 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.